

tantes comme celle-là, mais je vais m'enquérir afin de m'assurer qu'il en est ainsi dans le cas mentionné par l'honorable député.

## LA DÉFENSE NATIONALE

### L'USAGE DES AVIONS CF-5

[Traduction]

**L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Centre):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Défense nationale. A-t-on pris une décision quant à l'usage que le ministère fera des 115 avions CF-5 qu'il a commandés, étant donné qu'un certain nombre de ces avions ont déjà été livrés?

**L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, tous les avions livrés, c'est-à-dire 35 ou 36, sont déjà en service. Nous avons déjà constitué l'unité de conversion du lac Cole et une escadrille est aussi en voie de formation à Bagotville. A l'heure actuelle, on utilise tous les avions livrés.

**L'hon. M. Harkness:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Faut-il entendre par là que, essentiellement, ces appareils ne servent qu'à l'entraînement et qu'aucune décision n'est encore intervenue quant à leur emploi définitif?

**L'hon. M. Cadieux:** Monsieur l'Orateur, ces avions sont de deux types: il y a les avions d'instruction à deux places et les autres à une seule place. Les appareils à deux places servent à leur fin première, l'instruction. Les autres font partie d'une escadre en activité de service. Nous n'avons pas, heureusement, à les utiliser aux fins pour lesquelles ils sont conçus.

**Des voix:** Bravo!

### LA DISPONIBILITÉ D'UNITÉS NAVALES DANS L'ATLANTIQUE-NORD EN CAS D'URGENCE

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Le Canada a-t-il des unités navales en service dans l'Atlantique-Nord ou disponibles à cette fin? En outre, a-t-on offert ces unités au gouvernement des États-Unis étant donné la situation critique qui pourrait obliger les astronautes à amerrir dans l'Atlantique-Nord vendredi?

**L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale):** Pas que je sache, monsieur l'Orateur, mais je vais me renseigner.

[L'hon. M. Pepin.]

**M. Nesbitt:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Si de telles unités étaient disponibles, le ministre les offrirait-il au gouvernement américain dans le cas où celui-ci en aurait besoin?

**L'hon. M. Cadieux:** Monsieur l'Orateur, il est probable que nous nous rendrions à une telle requête.

**Une voix:** Mettez le *Bonaventure* à la mer.

## LES TRANSPORTS AÉRIENS

### LES ROUTES ACCORDÉES À TRANSAIR ET LE REFUS D'AUDIENCES PUBLIQUES

**M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, le 18 mars j'ai posé une question au ministre des Transports qu'il a pris comme préavis. La page 5179 du *hansard* en fait foi. C'est à propos de la Commission canadienne des transports qui avait accordé à la Transair Limited le droit de parcours de Winnipeg à Toronto via Thunder Bay et Sault Sainte-Marie. Comme il n'y avait pas eu d'audiences publiques et vu les personnes en cause, j'ai demandé au ministre si le gouvernement pourrait insister auprès du président de la Commission canadienne des transports pour qu'il tienne des audiences publiques et si, à défaut, le gouvernement serait prêt à instituer une enquête afin qu'aucun favoritisme ou patronage n'intervienne dans l'octroi de ces routes aériennes.

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, j'ai déjà été saisi de trois appels concernant cette concession. Ces appels, enregistrés dans l'ordre, sont à l'étude. Les réponses aux questions qui concernent cette décision seront données quand la décision aura été prise.

**M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre des Transports de l'Ontario, M. Irwin Haskett, a déclaré que le gouvernement de cette province avait demandé au gouvernement fédéral d'annuler la décision de la Commission canadienne des transports en attendant la tenue d'audiences publiques. Le gouvernement entend-t-il donner suite à cette demande justifiée?

**L'hon. M. Jamieson:** Monsieur l'Orateur, l'un des appels dont j'ai fait mention émane du gouvernement ontarien et il est adressé au ministre des Transports. Je suis en train de l'examiner.